LE PRISME

REVUE STRATÉGIQUE DU PARTI

NUMÉRO 3 | L'ESSENTIEL EN 8 PAGES

La crise énergétique de trop

Vingt ans, près de 2 000 milliards : on nous avait promis un boulevard, on nous sert un sentier

- Itoua, Bouya, l'exécutif : l'heure des comptes
- Eau : péril fécal et environnemental
- Microgrids, COPASOL, refondation : nos solutions

PARUTION TOUS LES SAMEDIS

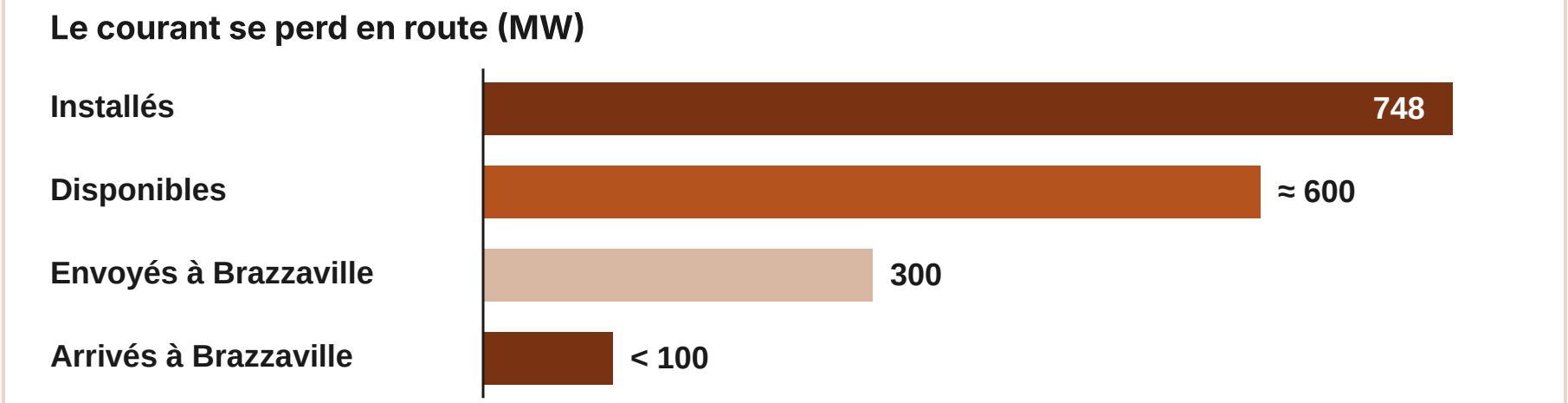
Parti Républicain pour l'Innovation Sociale
et la Modernisation de l'État

revue-strategique@prisme-cg.org

LE CONSTAT

Du boulevard au sentier

En 2003, le boulevard énergétique devait électrifier 90 % du pays d'ici 2025. Le ministre l'admet : 1 500 milliards investis dans l'électricité de 2000 à 2018, « sans résultats probants ». On a construit des centrales, pas un réseau, et rien prévu pour les entretenir.



≈ 1 900 Md
documentés dans l'électricité et l'eau

31,7 %
d'accès à l'électricité, 1 % en zone rurale

9 / mois
coupures subies par les entreprises

0 Md
de ligne budgétaire pour la maintenance

76,5 Md
versés à la CEC en 2025, hors loi de finances

Sept. 2026
fin des délestages promise, non tenue

Sources : Les Dépêches de Brazzaville (15/01/2026) ; Pacte énergétique via The Rio Times (23/08/2026) ; Banque mondiale, Enquêtes entreprises 2024 ; Rapport d'exécution du budget 2025 ; Journal de Brazza (08/2025). Total ≈ 1 900 Md : addition du Prisme (détail dans la version longue).

L'ADDITION

Santé, eau, environnement, économie : tout le pays paie

La santé

Sans courant, les usines d'eau du Djoué et du Djiri s'arrêtent. Les familles se rabattent sur puits et rivières. Bilan : 837 cas de choléra et 67 morts de juillet 2025 à février 2026. Hôpitaux et maternités vivent au groupe électrogène.

L'eau

À Brazzaville, la moitié de l'eau produite se perd dans les fuites. Le programme « Eau pour tous » promettait 90 % d'accès rural en 2016 avec 4 000 forages : en 2023, 19 % des ruraux seulement ont une eau sûre. Son fournisseur, Asperbras, est visé par des allégations de détournement qu'il conteste.

La nappe et le fleuve

Pas d'égouts, des fosses non étanches à moins de 15 m des puits : 65 % des puits étudiés à Kahounga sont contaminés par des germes fécaux. Les boues partent brutes dans le fleuve, 1 % des déchets arrive en décharge. Une nappe polluée met des décennies à se régénérer.

L'économie

Le kWh du groupe électrogène coûte 6,8 fois le tarif du réseau. Les zones économiques spéciales du PND ne peuvent pas démarrer : 1,8 Md exécutés en 2025, et aucun industriel ne s'installe là où le courant coupe neuf fois par mois.

0 % de la population congolaise dispose d'un assainissement géré en sécurité. C'est la racine commune de la crise de l'eau, de la santé et de l'environnement.

Sources : OMS Congo (20/02/2026) ; GESCOD (mars 2025) et JMP 2023 ; Afrik.com (2015) ; Global Witness (2019), allégations contestées ; étude de Kahounga ; BAD (coût du kWh) ; Rapport d'exécution du budget 2025 ; Banque mondiale, Enquêtes entreprises 2024.

L'HEURE DES COMPTES

Où sont les responsables ? Au gouvernement.

Bruno Jean Richard Itoua

Ministre de l'Énergie de 2005 à 2011, au lancement d'Imboulou et de la centrale à gaz. De retour au même poste depuis avril 2026, quand tombe l'échéance non tenue de septembre. Nous lui demandons la liste des contrats confiés à des sociétés privées du secteur, comme ENCO ou la SCPE : actionnaires, montants, mégawatts livrés.

Jean-Jacques Bouya

23 ans à la tête des grands travaux, maître d'ouvrage délégué de tous les marchés de plus d'un milliard, coordinateur du PND. Une capitale étalée sans réseaux, des plans d'urbanisme non appliqués, « Eau pour tous » sous sa délégation. Promu vice-Premier ministre en avril 2026.

SASSOU NGUESSO ET MAKOSSO : LES PROMESSES FACE AUX FAITS

90 % du pays électrifié en 2025 (2003)	**31,7 %, rural 1 %**
PND 2022-2026, « vision du Président »	**piliers exécutés à 22 % en 2025**
Fin des délestages en septembre 2026	**les coupures continuent**
Excédent budgétaire 2025 de 352 Md	**66,4 Md, soit 18,9 %**

Chaque échéance est manquée, et les mêmes hommes fixent la suivante. Pour le Prisme, Denis Sassou Nguesso et Anatole Collinet Makosso ne sont plus crédibles sur l'énergie et l'eau : ils doivent des comptes, pas des annonces.

Sources : gouvernement.cg (24/04/2026) ; GESCOD (2025) ; Afrik.com (2015) ; L'Observatoire Congo ; ministère du Plan ; Journal de Brazza (08/2025) ; Rapport d'exécution du budget 2025. Les questions posées ne constituent pas des accusations ; l'appréciation finale est une opinion éditoriale.

LE CONGO PEUT MIEUX FAIRE

Le potentiel est là, la gouvernance manque

≈ 27 000 MW

de potentiel hydroélectrique, pour 213 MW de barrages installés : moins de 1 %

4 à 5 kWh

d'ensoleillement par m² et par jour, toute l'année, et une usine nationale de panneaux

Sounda (Kouilou) : de 500 à 800 MW selon les études ; travaux annoncés pour 2025 dans un protocole chinois de 2024. La Banque mondiale exigeait d'abord la réforme du secteur.

Chollet (avec le Cameroun) : 600 MW, bloqué faute de contrepartie congolaise, pourtant budgétée de 2017 à 2020.

Kouembali (Léfini) : 150 MW envisagés, recensés aujourd'hui comme projet abandonné.

Revoir le contrat de la CEC

L'État détient 80 % de la Centrale électrique du Congo, Eni 20 %. Il a versé 76,5 Md en 2025 sans ligne budgétaire. Nous demandons la publication du pacte d'actionnaires et des contrats de gaz et d'électricité, un audit de la Cour des comptes, une rémunération à l'énergie livrée, et aucune 4e turbine de 516 MW tant que la ligne perd deux tiers du courant.

Réorienter la Banque mondiale

La Banque finance déjà la ligne Pointe-Noire–Brazzaville (≈ 62 Md), et le Congo a signé en 2025 son Pacte énergétique « Mission 300 ». Renégocions ce partenariat pour financer aussi les microgrids solaires de quartier, avec un paiement au résultat, raccordement par raccordement.

Sources : The Rio Times (23/08/2026) ; Ecofin (2017) et Prospect (2024), Sounda ; Investir au Cameroun (2021), Chollet ; Global Energy Monitor (Kouembali, CEC) ; Rapport d'exécution du budget 2025 ; Les Dépêches de Brazzaville (15/01/2026). Ensoleillement : ordre de grandeur.

COURT TERME · NOS SOLUTIONS

600 MW solaires au plus près des gens, fabriqués au Congo

100 000 foyers, 6 kVA en moyenne, pour ≈ 339 Md : le prix de deux Imboulou. Reliés par un smart grid, ils soulagent le réseau dès maintenant et font tourner les usines d'eau quand la ligne tombe.

Microgrid de quartier

Centrale et batteries financées par l'État et la Banque mondiale. Le ménage paie un branchement social puis ses kWh en prépayé.

Kit subventionné

1,5 à 3 kVA subventionnés à 70 % : de 3 700 à 7 100 FCFA par mois, sans avance, par mobile money.

Net metering

Les toits solaires revendent leur surplus à E2C. Le crédit sur facture rembourse l'installation.

Qui paie ?

Banque mondiale et partenaires · 50 %	État · 30 %	Usagers · 20 %

La part de l'État, ≈ 20 Md par an, représente moins d'un tiers de ce qui a été versé hors budget à la CEC en 2025.

COPASOL : un contrat d'exclusivité pour produire au Congo

L'entreprise publique Congolaise des panneaux solaires, détenue par l'État et le groupe chinois ZTE, fournirait en exclusivité les ≈ 1,1 million de panneaux du programme. En contrepartie : prix plafonds publiés, qualité certifiée, pénalités de retard. Des industriels chinois seraient invités à fabriquer au Congo onduleurs, batteries et compteurs. Des emplois industriels, et non des importations.

Hypothèses du Prisme (proxys de marché) : kit 6 kVA ≈ 6 000 USD, kits 1,5 et 3 kVA ≈ 1 300 et 2 500 USD, 1 USD ≈ 565 FCFA, mensualités sur 5 ans hors intérêts. COPASOL : Fonds bleu pour le Bassin du Congo, DGPP (2024).

LONG TERME · REFONDER

Diversifier, doubler, aménager, contrôler

Mix énergétique. Aujourd'hui 71 % de gaz. Demain, aucune source au-delà de 50 % : relancer Sounda et Chollet, développer le solaire et le stockage.

Lignes redondantes. Une seconde ligne vers Brazzaville et un réseau bouclé : fin du point de rupture unique de 1982.

Urbanisme et planification. Pas de lotissement sans eau, électricité et drainage ; un schéma directeur eau et assainissement 2026-2040.

E2C et LCDE réformées. L'État propriétaire et exigeant : contrats de performance publiés, fonds d'entretien sanctuarisé, compteurs prépayés.

Évaluation des projets. Étude coût-bénéfice publiée avant tout projet de plus de 1 Md, évaluation indépendante trois ans après.

Cour des comptes et tribunaux. Audit annuel du secteur ; les juridictions compétentes se saisissent des rapports et ouvrent des enquêtes.

100 jours

Audit des 1 500 Md, d'Imboulou et d'« Eau pour tous »

Contrat de la CEC publié et audité

Contrat de performance d'E2C signé

12 mois

Premiers microgrids financés avec la Banque mondiale

Contrat COPASOL publié, loi sur le net metering

Stations de traitement des boues remises en service

5 ans

100 000 foyers solaires et smart grid

Seconde ligne et réseau bouclé

Mix rééquilibré, Sounda et Chollet relancés

Le Congo n'a manqué ni d'eau, ni de soleil, ni d'argent. Il a manqué d'entretien, de transparence et de comptes rendus.

Propositions du Prisme. Détail et sources dans la version longue du numéro 3.



LE PRISME

ESSENTIEL 8/8

Nos trois exigences

Des comptes. Audits publics, juridictions saisies.

Du courant. 600 MW solaires fabriqués au Congo.

De l'eau sûre. Nappe protégée, boues traitées.

Sources principales : ministère de l'Énergie (Dépêches de Brazzaville, 15/01/2026) ; Pacte énergétique (The Rio Times, 23/08/2026) ; GESCOD (2025) ; OMS ; Banque mondiale ; Rapport d'exécution du budget 2025. Liste complète dans la version longue.

PARUTION TOUS LES SAMEDIS

revue-strategique@prisme-cg.org

Visuel : illustration.